

FRANCE-MONDE



VATICAN

Il saute dans la "papamobile"

■ Il ne voulait pas attenter à la vie du souverain pontife, "mais attirer l'attention sur lui-même"... Toujours est-il que le service d'ordre a eu chaud hier, quand un Allemand de 27 ans a tenté de sauter dans la "papamobile", place Saint-Pierre (photo AFP/CTV TV). Ce dernier s'avère être un "déséquilibré"; il a été placé interné d'office. Benoît XVI a semblé ne pas remarquer la scène, continuant à saluer les pèlerins. Il s'agit du premier incident de ce genre depuis le début de son pontificat. Bien qu'apparemment anodin, il n'est pas sans rappeler l'attentat dont avait été victime Jean Paul II le 13 mai 1981.

NICE

Bac : le plus jeune candidat a 12 ans

■ Le bac, c'est tout sauf une question d'âge... Cette année, les candidats les plus âgés auront plus de 70 ans. Quant au plus jeune, c'est un record : c'est un garçon âgé de douze ans et onze mois ; scolarisé dans l'académie de Nice, et né en juillet 1994, il va passer un bac Scientifique. Si ses parents n'ont pas souhaité divulguer son identité et veulent éviter tout contact avec les médias, c'est pour "préservé sa sérénité". De la sérénité, il en aura sans doute besoin lundi, comme ses 620 000 camarades, pour la première épreuve : celle de philo.

AUTRICHE

Le Stradivarius retrouvé

■ Il y a quelques jours, un Stradivarius, pourtant enfermé dans un coffre, était dérobé dans l'appartement d'un musicien autrichien, à Vienne. Sa valeur : 2,5 millions d'euros. Les autorités viennent de retrouver le fameux instrument, qui a été

remis à son propriétaire des mains du ministre de l'Intérieur lui-même. Six Georgiens ont été arrêtés en relation avec le vol. La police a également mis la main sur un violon Vuillaume d'une valeur estimée à 120 000 euros, ainsi que sur trois archets.

APRÈS L'AGRESSION DU MAGISTRAT DE METZ Le gouvernement réagit

Fillon : "il faut revoir la carte judiciaire"

Au lendemain de l'agression d'un juge pour enfants au tribunal de Metz, le Premier ministre François Fillon a estimé hier sur RTL qu'"il faut des réformes structurelles, face à une carte judiciaire héritée du passé". Et d'argumenter : "si on veut des tribunaux modernes, efficaces, avec des juridictions spécialisées et des moyens pour assurer la sécurité de ces tribunaux dans le contexte budgétaire qui est le nôtre, il faut accepter de revoir la carte judiciaire et les réformes de fond qui s'imposent : il y a des tribunaux qui doivent être regroupés", assure le chef du gouvernement. "On ne peut pas vouloir à la fois une justice moderne, l'évolution de l'institution judiciaire et ne pas accepter le moindre changement", a plaidé François Fillon, qui "comprend totalement l'émotion des magistrats" après l'agression de Metz. Car "s'il y a un endroit où l'ordre, la sécurité doivent régner, c'est bien dans les tribunaux."



Seule une des trois entrées du tribunal de Metz est équipée d'un portique. "Mais celui-ci ne fonctionne pas parce qu'il n'y a personne à mettre derrière", déplore le procureur de Metz. M^e Noris (ci-contre) en a fait les frais... AFP / Florin et PQR / Brocard

Mais il faut des moyens... Le Premier ministre a reconnu qu'il n'y en a pas assez "pour protéger les magistrats"; aussi a-t-il promis que le gouvernement allait donner ces moyens : "Rachida Dati a un mois pour présenter un plan pour améliorer la sécurité des tribunaux", a-t-il assuré. □

Pas d'accord, les jeunes avocats

Pour la Fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA), "il est important que les pouvoirs publics prennent toutes les dispositions permettant de sécuriser les palais de justice sans que, pour au-

tant, on se retrouve au cœur d'une réforme de la carte judiciaire. Il s'agit là d'un autre débat", assure le nouveau président de la FNUJA, M^e Lionel Escoffier, du barreau de Draguignan. □

REPÈRES

NICOLAS SARKOZY APPELLE LE BLESSÉ

■ Le président de la République a téléphoné hier matin à M^e Noris, toujours hospitalisé mais hors de danger, "pour s'assurer de son état de santé" et lui renouveler tout son soutien. "Dès son rétablissement, il le recevra à l'Élysée", assurent les services présidentiels.

ACTION NATIONALE PRÉVUE LUNDI

■ L'USM, premier syndicat de magistrats, appelle tous les juges à une action de solidarité lundi prochain : ils doivent cesser le travail et se rassembler sur les marches des palais de justice à 14 heures, pour "exiger du gouvernement un plan immédiat de sécurisation des juridictions", a ajouté le syndicat, qui affirme avoir réclamé "au moins un portique de sécurité dans chaque juridiction et le recrutement du personnel nécessaire à son utilisation".

Fatihah B. Voulait tuer le juge qui lui prenait son enfant

Lors de sa garde à vue qui a été prolongée hier de 24 heures, la femme qui a poignardé le juge avec un couteau de cuisine "a reconnu qu'elle voulait tuer" ce magistrat qui lui prenait son enfant, assurent les policiers. "Toute sa haine s'était cristallisée sur le juge qui lui prenait son enfant", a indiqué sous le couvert de l'anonymat une source proche de l'enquête dans la capitale lorraine, mais sans préciser si cette intention était préméditée.

Car la chose est d'importance. Raison pour laquelle les enquêteurs tentaient hier de savoir pourquoi Fatiah B. avait introduit dans le cabinet du juge un couteau de boucher dont la lame faisait une vingtaine de centimètres pour, le cas échéant, retenir contre elle la préméditation.

Le procureur de Metz, Joël Guitton, s'est refusé à tout commentaire.

Toxicomane et prostituée, elle résidait dans un foyer

Issue d'un milieu défavorisé et résidant dans un foyer, cette mère de 35 ans est décrite comme ayant de "graves problèmes psychologiques". Néanmoins, bien que prostituée et toxicomane, elle n'a pas d'antécédents judiciaires.

C'est en 2006 qu'elle s'était vu retirer la garde de James, mais également de deux autres enfants qu'elle avait eus avec des hommes différents. Son petit dernier, James, 3 ans, elle le voyait une fois par semaine à "La Marelle", une association messine servant de médiateur pour des parents privés de la garde de leurs enfants. "Chez nous, elle (Fatiah B.) a déjà pétié les plombs à plusieurs reprises", se souvient la directrice, qui reconnaît bien volontiers que, parfois, "on a eu peur qu'elle nous tape dessus". □

www.toyota.fr

PRIUS

2 000 €
de crédit d'impôt⁽¹⁾
+ 2 000 €
d'économie⁽²⁾

1 tonne
de CO₂
en moins
par an⁽⁴⁾

LES JOURNÉES
OXYGÈNE
DU 1^{ER} JUIN AU 31 JUILLET 2007

Toyota Prius

- Économique : de 2 000 €⁽¹⁾ à 3 000 €⁽²⁾ de crédit d'impôt pour les particuliers + faible coût d'utilisation = 4,3 L/100 km⁽³⁾
- Motorisation hybride (essence VVT-i + moteur électrique)
- Performante : de 0 à 100 km en 10,9 secondes
- Le passage de l'électrique à l'essence est géré sans intervention du conducteur et les batteries se rechargent automatiquement
- Garantie Toyota 3 ans ou 100 000 km* ou 8 ans ou 160 000 km* pour le système hybride.

TODAY TOMORROW TOYOTA
Adapté. Plus. demain.

(1) Conformément au bulletin officiel des Impôts 58-19-06 n° 110 du 30 juin 2006. (2) 2 000 € TTC : offre de remise ou de reprise (cote Argus + 2 000 €, voir conditions générales de l'Argus), non cumulable, valable chez les concessionnaires Toyota participants, réservée aux personnes physiques pour un usage particulier, pour toute commande d'une Prius passée du 02/05/2007 au 15/12/2007, selon le tarif en vigueur au 27/04/2007. (3) Par rapport à une berline familiale Diesel. Moyenne calculée sur 20 000 km/an. (4) En cycle mixte (Normes CE). *La première des deux limites atteinte. Consommations L/100 km (Normes CE) : cycle urbain/extra-urbain/mixte de 5,0/4,2/4,3. Émissions de CO₂ (Normes CE) : cycle mixte de 104 g/km.